



**PRÉFET  
DE LA SARTHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
Pôle Risques Chroniques  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 23 mai 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

### **PRECIGNE THERMOFORMAGE INDUSTRIES**

CITE D ALSACE - USINE DE MALPAIRE  
72300 PRECIGNE

**Références :** 2025-191\_PRECIGNE THERMOFORMAGE INDUSTRIES\_INSP\_RAP  
**Code AIOT :** 0006304435

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2025 dans l'établissement PRECIGNE THERMOFORMAGE INDUSTRIES implanté CITE D ALSACE USINE DE MALPAIRE 72300 PRECIGNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PRECIGNE THERMOFORMAGE INDUSTRIES
- CITE D ALSACE USINE DE MALPAIRE 72300 PRECIGNE
- Code AIOT : 0006304435
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Précigné Thermoformage Industries exploite des installations d'extrusion et de thermoformage de matières plastiques sur la commune de Précigné. L'établissement emploie 50 salariés et fonctionne 5 j/7.

Le site est certifié ISO 9001 et ISO 14001.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2025 - Prévention pertes GPI
- Action Régionale - Vérification des installations électriques

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                   | Référence réglementaire                                    | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Situation administrative - Régime de la Déclaration | Code de l'environnement du 27/03/2022, article R. 512-47.I | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |

| N° | Point de contrôle                                     | Référence réglementaire                                    | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | Situation administrative - Rubrique 2661-1            | Code de l'environnement du 01/03/2017, article R. 512-46-1 | Mise en demeure, dépôt de dossier                                                                                          | 6 mois                |
| 6  | Audits des procédures par un organisme accrédité      | Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364  | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 1 mois                |
| 7  | Vérification périodique des installations électriques | Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 3.6              | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                       | Référence réglementaire                                     | Autre information |
|----|-------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-------------------|
| 3  | Typologie des sites industriels                                         | Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11 | Sans objet        |
| 4  | Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques | Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361   | Sans objet        |
| 5  | Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques        | Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362   | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection a permis de constater le caractère irrégulier de la situation administrative de l'établissement vis-à-vis de la rubrique 2661-1 de la nomenclature des ICPE. A ce titre, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure de régulariser la situation administrative est proposé à Monsieur le Préfet de la Sarthe.

Compte tenu des constats relatifs à l'état des installations électriques, la mise en oeuvre des mesures correctives permettant de garantir que les installations électriques ne peuvent pas être à l'origine d'un incendie et/ou d'une explosion est attendue.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative - Régime de la Déclaration

|                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/03/2022, article R. 512-47 I |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature ICPE                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                             |

I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.

**Constats :**

L'établissement bénéficie des actes administratifs suivants :

- un récépissé de déclaration en date du 05/03/2008 ;
- la preuve de dépôt de déclaration des conditions d'exploitation n°A-1-9T60E7KD5 en date du 28/01/2021 ;
- la preuve de dépôt de déclaration des conditions d'exploitation n°A1-09295LR20 en date du 17/02/2021.

Au jour de la visite d'inspection, l'établissement est déclaré au titre des rubriques suivantes :

- 2410 (Travail du bois) : 118,5 kW
- 2564-1b (Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) : 20 litres
- 2661-1 (Transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression) : 7,5 t/j
- 2661-2 (Transformation de polymères par tout procédé exclusivement mécanique) : 2,3 t/j
- 2662 (Stockage de polymères) : 500 m<sup>3</sup>
- 2663-2 (Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50 % de polymères) : 2650 m<sup>3</sup>

Les rubriques 1180 et 2920 ont été abrogées respectivement en 2013 et 2018. L'exploitant déclare que le transformateur contenant un fluide contaminé au PCB a été éliminé en 2004.

Concernant l'installation relevant de la rubrique 2564-1, l'exploite déclare qu'il n'exploite plus de bac de nettoyage. **A ce titre, l'exploitant ne relève plus de cette rubrique et une télé-déclaration de cessation d'activité doit être réalisée pour cette rubrique.**

Au cours de la visite d'inspection, l'exploite déclare que les activités de travail du bois (2410) ne sont pas modifiées et que la puissance installée présente sur site est identique à celle déclarée.

Selon les données présentées à l'inspection des installations classées, les volumes d'activité au titre des rubriques 2661-2, 2662 et 2663-2 n'atteignent pas les seuils classant l'activité sous le régime de l'Enregistrement. La visite des installations a permis de valider les déclarations de l'exploitant. La situation administrative au titre de ces rubriques est conforme.

Au jour de la visite d'inspection, l'exploitant déclare exploiter deux installations d'extrusion et cinq installations de thermoformage. Pour réaliser les opérations de thermoformage, l'exploitant peut soit acheter directement des plaques de plastique soit réaliser ses propres plaques de plastique à l'aide des deux installations d'extrusion. Dans ce contexte, la matière plastique présente sur site est susceptible de faire l'objet de deux transformations, par extrusion et par thermoformage. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées son registre de consommation journalière en granulés de plastique depuis 2018. L'examen de ce registre met en évidence que la quantité maximale journalière de polymère traitée par les extrudeuses exploitées a dépassé le seuil de l'Enregistrement fixé à 10 t/j. Au cours de l'année 2024, ces dépassements ont eu lieu au cours du mois de mars 2024. Des dépassements journaliers de ce seuil sont également constatés chaque année depuis 2018. La situation administrative n'est pas conforme pour la rubrique 2661-1. Ce constat est repris spécifiquement au sein du point de contrôle n°2 du présent rapport.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : Situation administrative - Rubrique 2661-1**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/03/2017, article R. 512-46-1

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature ICPE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><p>Toute personne qui se propose de mettre en service une installation soumise à enregistrement adresse, dans les conditions de la présente sous-section, une demande au préfet du département dans lequel cette installation doit être implantée.</p> <p>Lorsqu'un exploitant se propose de mettre en service plusieurs installations soumises à enregistrement sur un même site, une seule demande peut être présentée pour l'ensemble de ces installations.</p> <p>Lorsqu'une installation doit être implantée sur le territoire de plusieurs départements, la demande d'enregistrement est adressée au préfet du département où doit être réalisée la plus grande partie du projet qui procède à l'instruction dans les conditions prévues au présent titre. La décision est prise par arrêté conjoint de ces préfets.</p>                                                                                                                 |
| <b>Constats :</b><br><p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées son registre de consommation journalière en granulés de plastique depuis 2018. Pour rappel, la quantité de matière susceptible d'être traitée au sein d'installations relevant de la rubrique 2661 correspond au flux maximal journalier pouvant se présenter dans l'année et non pas à valeur journalière moyenne calculée à partir d'une production annuelle. L'examen de ce registre met en évidence que la quantité maximale journalière de polymère traitée par les extrudeuses exploitées a dépassé le seuil de l'Enregistrement fixé à 10 t/j. Au cours de l'année 2024, ces dépassements ont eu lieu au cours du mois de mars 2024. Des dépassements journaliers de ce seuil sont également constatés chaque année depuis 2018.</p> <p>La situation administrative n'est pas conforme pour la rubrique 2661-1 et l'exploitant doit régulariser sa situation administrative.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

### N° 3 : Typologie des sites industriels

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><p>A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.</p> |
| <b>Constats :</b><br><p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un registre de suivi de la quantité de matières plastiques employées sur le site. Au cours de l'année 2024, l'exploitant a traité 1385 tonnes de Granulés de Plastiques Industriels (GPI). Par ailleurs, compte tenu de son activité de broyage et de découpe, le site est à l'origine de la production de granulés et de fines de découpes.</p> <p>Les granulés réceptionnés sur le site ont un diamètre de 3 mm. Les types de plastique employés sont le PolyPropylène (PP), l'Acrylonitrile Butadiène Styrene (ABS), le PolyAmide (PA) et le PolyCarbonate (PC).</p>                                          |



Cet établissement répond à la définition de "Sites de production, de manipulation et de transport" telle que mentionnée à l'article D. 541-360 du Code de l'environnement. La quantité totale de granulés de plastiques industriels susceptible d'être présente est supérieure à 5 tonnes.

Les articles D. 541-361 et suivants du code de l'environnement sont applicables.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

**Prescription contrôlée :**

Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

**Constats :**

Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant déclare que l'ensemble des avaloirs du site est équipé de dispositif de récupération des granulés soit par des grilles métalliques soit par des filets plastiques. La maille de ces dispositifs est de 1 mm, inférieure à celle des GPI. A ce jour, la fréquence de nettoyage de ces dispositifs de récupération n'est pas définie par l'exploitant. Il convient de définir une fréquence adaptée.

L'exploitant dispose d'un plan du site localisant les sources potentielles de déversement accidentel ou non de GPI. Des mesures de prévention (procédures, vérifications, ...) et de correction (balai, pelle, ...) sont prévues.

Un affichage sur la politique préventive de la perte des GPI est présent au sein de l'atelier de production et une sensibilisation a été effectuée auprès de chaque salarié.

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que les dispositifs de récupération étaient en adéquation avec le diamètre des granulés. Les activités de broyage et de découpe sont également à l'origine de la formation de granulés. Ces activités sont réalisées sous bâtiment. Des mesures pour limiter l'entraînement de ces matières vers l'extérieur sont mises en oeuvre et doivent être maintenues.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

**Prescription contrôlée :**

Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :

a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>répandus accidentellement dans l'environnement ;</p> <p>b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;</p> <p>c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;</p> <p>d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;</p> <p>e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;</p> <p>f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;</p> <p>g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.</p> <p>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>La fiche d'instruction I-PTI-DIR-1 a été communiquée à l'inspection. Cette fiche a pour objet de répondre aux dispositions du présent article. Cette fiche n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.</p> <p>La présence de dispositif de récupération (aspirateur et balai) à proximité des zones à risques de déversement accidentel a été constatée.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

#### N° 6 : Audits des procédures par un organisme accrédité

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à</p> |

disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

**Constats :**

La société Précigné Thermoformage Industries a mandaté la société DQS France pour la réalisation de l'audit. L'audit a été réalisé le 19 avril 2024.

La société DQS France n'est pas accréditée par le COFRAC. L'attestation de réalisation de l'audit ne mentionne aucun logo relatif à un autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation. Il convient que l'exploitant s'assure que la société DQS France soit bien accréditée.

**Les justificatifs sont transmis à l'inspection des installations classées.**

L'exploitant est tenu de mettre à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit. Cette disposition n'est pas respectée à ce jour. **A corriger.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 7 : Vérification périodique des installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 3.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification périodique des installations électriques

**Prescription contrôlée :**

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

**Constats :**

Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques suivant : Rapport APAVE n°0456824-010-1 en date du 16/04/2024. La vérification a été réalisée entre le 08/04/2024 et le 15/04/2024 (précédente vérification réalisée le 17/02/2023). 110 observations (dont 71 déjà signalées) sont notifiées. **Le compte rendu de vérification périodique (Q18) met en évidence que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion.**

La fréquence annuelle de vérification des installations électriques est respectée. L'ensemble des bâtiments présents dans le périmètre du site a été contrôlé au travers du rapport de vérification sus-mentionné. **L'examen du rapport de vérification met en évidence que des limites n'ont pas permis au prestataire en charge du contrôle de réaliser la vérification sur l'ensemble des installations électriques (cf. point 1.2 du rapport) :** certains dispositifs différentiels à courant résiduel (DDR) non testé selon les règles de l'art, continuités à la terre de certains éclairages, non transmission du rapport de visite initiale suite à modification de structure, .... **Il convient que l'exploitant s'attache à lever les limites de la prestation afin de garantir l'exhaustivité et la fiabilité de la vérification.**

Un plan d'action est mis en œuvre par l'exploitant via une reprise, sous format odt, du rapport de vérification périodique des installations électrique. **Toutefois, les écarts ne font pas l'objet d'une hiérarchisation (mise à l'arrêt immédiat puis échelle de criticité de 1 à 3) et aucun délai de mise en œuvre de l'action corrective associée à chaque écart n'est indiqué. Une hiérarchisation des enjeux et un délai de mise en oeuvre doivent être renseignés dans le document de suivi.** A la date de la visite d'inspection, 22 observations ont été levées.



Le compte-rendu Q18 associé au rapport de vérification périodique des installations électriques sus-mentionné fait état du fait que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion. Pour rappel, en application de la présente prescription, les installations électriques sont entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. L'exploitant déclare que la mise en conformité des installations électriques est engagée depuis plusieurs années. Entre 2012 et 2024, le nombre d'observations est passé de 323 à 110. L'inspection constate une amélioration progressive de la situation. Néanmoins, **il est attendu que l'exploitant recense précisément l'ensemble des observations susceptibles d'entraîner un risque d'incendie et/ou d'explosion et mette en oeuvre les mesures correctives. Sous un délai de 3 mois, l'exploitant transmet les éléments permettant de justifier la levée des 22 observations concernées et identifiées au sein du Q18.**

En l'absence de mise en oeuvre d'actions correctives de la part de l'exploitant, un arrêté préfectoral de mise en demeure pourra être proposé à Monsieur le Préfet de la Sarthe.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

